

Lutte contre le terrorisme religieux :
François Hollande appelle à un "plan global" contre Boko Haram P.7

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°399 du 19 Mai 2014
Prix : 250F CFA
Nouvelle
OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Atelier de restitution à
l'endroit des donateurs :
**L'ASN remercie
ses partenaires** P.4&6

Un Président plus proche du monde paysan

**Faure Gnassingbé
Samedi à Dapaong**

Le Président Faure Gnassingbé s'est rendu samedi à Dapaong pour offrir du matériel agricole aux populations de la région des Savanes. Le développement du secteur agricole et le soutien aux communautés à la base font partie des priorités du gouvernement. Une grande partie de la population vit directement ou indirectement de l'agriculture... P.3



Sommet de l'Elysée sur le Nigéria
**Cinq pays d'Afrique déclarent
la guerre à Boko Haram** P.7



Normalisation du climat politique au Togo :



Le PM Ahoomey-Zunu

**Le dialogue
initié par
le pouvoir
reprend
aujourd'hui** P.3

Début de la grande saison des pluies :
**Accompagnons les autorités
dans l'assainissement des villes** P.4

TOGO CELLULAIRE

Spéciale promo



PACK F100
40 000 FRF



PACK TOGOCEL
S510
5 000 F



SAMSUNG GALAXY DUOS
75 000 FRF



NOKIA 105
9 000 FRF



PACK BLACKBERRY
JAVELIN 8900
110 000 F



PACK MODEM
GPRS/EDGE/3G
15 000 F



PACK PACKARD BELL
ME69BMP
325 000 F

FORFAIT

1 JOUR	1 000 F
7 JOURS	3 500 F
30 JOURS	10 000 F



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certification ISO 9001 : 2008



© 1998-2014 TOGOCEL

Un Président plus proche du monde paysan :

Faure Gnassingbé samedi à Dapaong

Le président Faure Gnassingbé s'est rendu samedi à Dapaong pour offrir du matériel agricole aux populations de la région des Savanes. Le développement du secteur agricole et le soutien aux communautés à la base font partie des priorités du gouvernement. Une grande partie de la population vit directement ou indirectement de l'agriculture.



Le Président Faure à Dapaong



Les machines agricoles remises aux agriculteurs

Le Togo table sur une croissance de 6% du secteur dans les 2 prochaines années.

Différentes initiatives ont été lancées par les autorités afin d'aider le monde rural. Le Programme national d'investissement agricole et de sécurité

Alimentaire (PNIASA) constitue le pivot de la relance. Il faut ajouter la finance inclusive qui permet aux plus démunis d'obtenir des prêts à court terme.

L'agriculture représente 40% de la création de richesses et

compte pour 20% des ressources à l'exportation. C'est dire si ce secteur est vital pour l'économie togolaise.

A Dapaong, le chef de l'Etat, qui avait à ses côtés le ministre de l'Agriculture, a remis 140 égre-

neuses de maïs (550kg/heure), 9 décortiqueuses de riz (650kg/heure) et 32 bâches.

La cérémonie a été l'occasion d'élever plusieurs producteurs au rang de Chevaliers et d'Officiers dans l'Ordre du Mérite Agricole.

A la demande du chef de l'Etat, une minute de silence a été observée à la mémoire des jeunes écoliers fauchés en 2011 à Dapaong lors de manifestations de lycéens.

Normalisation du climat politique au Togo :

Le dialogue initié par le pouvoir reprend aujourd'hui

En vue de trouver de trouver un accord consensuel à la crise que traverse notre pays depuis des décennies, le président Faure Gnassingbé avait instruit le chef du gouvernement de la nécessité de rencontre avec les partis politiques de la scène nationale pour définir un cadre de concertation dans lequel seront discutés les sujets brûlants de l'heure.

Après avoir consulté les principaux partis, le premier ministre Artèm Kwessi Séléagodji Ahoomey-Zunu a convié les acteurs politiques à une session de rencontres. La première assise a eu lieu le vendredi 15 Mai dernier. Cette rencontre a permis d'établir un chronogramme et l'ordre de discussion des sujets.

De l'avis des participants, elle s'est tenue dans un cadre convivial, de respect et de courtoisie.



Ahoomey-Zunu, PM

Lawson de l'Alliance Nationale pour le changement, ANC, ou Me Dodji Apévon de la coalition Arc-en-ciel ou encore Foli-Bazi de UNIR, tous ont été unanimes sur ce point. Les travaux reprennent aujourd'hui avec l'adoption du calendrier et des points à l'ordre du jour.

On comprend donc que ce dialogue entre les frères ennemis est lancé pour connaître un heureux aboutissement. Tous les acteurs politiques affichent leur bonne foi et leur volonté manifeste de réussir là où certains ont cru les voir morts politiquement. On note que l'ANC n'a posé aucun préalable avant de prendre part à ces assises. Or d'habitude, le parti le plus extrémiste et ses affidés rechignent toujours de prendre part à de pareilles rencontres. Dans la coalition dont l'ANC est membre, on affiche les mêmes tendances. On refuse de prendre part à une rencontre organisée par le pouvoir pour décrier l'atmosphère. On avan-

ce des raisons tirées par les cheveux ou on prête des intentions à l'adversaire.

Aujourd'hui, il est évident qu'il urge pour l'opposition togolaise de s'asseoir autour d'une table de discussion avec le pouvoir pour chercher les voies et moyens pour une sortie de crise durable. Depuis des mois elle crie à tue-tête qu'elle veut l'application des réformes constitutionnelles et institutionnelles sans s'en donner les moyens.

Ce nouveau dialogue est la dernière chance pour elle de lutter à armes égales avec le pouvoir, négocier dur pour avoir le reliquat des réformes. On pense



Zeus Ajavon, CST

que finalement le bon sens est revenu dans le clan des radicaux et qu'ils cette occasion à profit pour ne pas se ridiculiser dans l'avenir.

En tout temps et en tout lieu, seules les négociations sont les bons moyens pour arriver au

consensus mais au Togo, cette notion semble disparue chez une certaine classe. Cela a créé la situation sociopolitique et économique que nous observons aujourd'hui. Mais Dieu merci, les gens reviennent à de meilleures dispositions.

Le président Faure est un homme pragmatique qui sait ce dont son peuple a besoin pour son épanouissement. Il sait reconnaître les carences et les faiblesses du régime et en grand homme d'Etat, il sait donner le coup de rein indispensable pour relancer la machine. Il vient, une fois encore, de le démontrer avec l'initiative d'une rencontre entre tous les acteurs politiques de la scène nationale.

Le Togo a besoin de paix sociale, de sécurité et de sérénité pour avancer mais aussi de la contribution de tous ses fils et filles pour se développer. En face du pouvoir, l'opposition doit jouer pleinement son rôle et pour cela accepter de discuter des questions d'intérêt national avec son adversaire. Cette nouvelle opportunité qui s'offre à elle est inespérée. Elle devra la saisir si elle se donner un espoir dans la mise en œuvre du reliquat des réformes. Faure a tendu la main, c'est à l'opposition de la saisir.

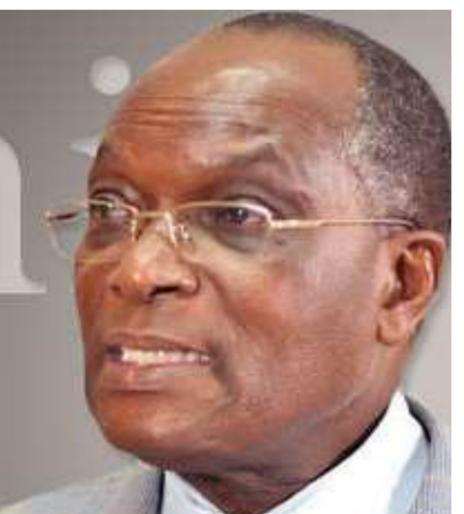
Nous nourrissons l'espoir que



Jean-Pierre Fabre, ANC

cette fois-ci, les gens se départiront de leur suffisance, de leur ambition démesurée et de leurs intérêts partisans pour ne penser qu'à notre pays. L'occasion qui s'offre est une aubaine pour sortir le Togo de la crise et permettre un nouveau décollage économique du pays. Le patriotisme nous l'exige.

Nous devons avoir un sursaut



Jean-Claude Homawoo, UFC

patriotique lors des discussions pour un avenir prometteur du Togo.

Arimiyao



Apévon Dodzi, Arc-en-ciel

Tous ont apprécié l'atmosphère qui a régné dans la salle de réunion et émis le vœu que ce climat prévaille jusqu'à la fin des travaux. Qu'il s'agisse de Patrick

Reprise du dialogue inter togolais :

Et maintenant ?

La nouvelle a réjoui tous les Togolais, le dialogue a repris entre les acteurs politiques et de leurs propos, tout semble aller pour le mieux. La satisfaction qui se lisait sur tous les visages le vendredi 15 Mai dernier témoigne de la sérénité et du climat de convivialité dans lequel s'est déroulée cette première session.

Pendant longtemps, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et ses alliés du Collectif Sauvons le Togo (CST) ont joué des mains et des pieds pour obtenir ce dialo-

gue. Tout a été mis en œuvre. Dans un premier temps, Jean-Pierre Fabre et ses acolytes avaient refusé de s'asseoir autour d'une quelconque table de négociations avec le pouvoir. Puis, il y a revirement et ce sont eux finalement qui quémandent une assise.

Aujourd'hui, tout est en ordre pour que toutes les difficultés s'aplanissent si toutes les parties y mettent de la bonne volonté. Justement, c'est là où tous les Togolais attendent l'opposition mais surtout, l'ANC et son hydre le CST. Claqueront-ils encore la porte

sans rien ramener de concret ? Se croient-ils en position de force ? Tout semble dire le contraire.

En réalité, c'est le corps diplomatique accrédité au Togo qui a exigé que la branche radicale de l'opposition accepte des négociations avec le pouvoir pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles. C'est à un test grandeur nature que la communauté internationale soumet à notre opposition. Le but est de pousser les extrémistes à faire des compromis



Ajavon Zeus, CST

avec le pouvoir en vue d'aérer un tout petit peu l'atmosphère sociopolitique.

Samedi dernier, à la plage de Lomé les marcheurs du week-end se sont encore illustrés. Ils présentaient à leurs



Jean-Pierre Fabre, ANC

militants la tenue de ce nouveau round comme une victoire incontestable qui sonnerait le glas pour l'exécutif togolais. Pourtant, ceux qui utilisent la désinformation à outrance oublient que tôt ou tard la vérité finit par jaillir et l'on devient la proie à abattre pour les militants qui se rendent compte qu'ils ont été manipulés.

De toutes les façons, la tenue de ce dialogue n'est pas une fin en soi. La branche radicale de l'opposition se trompe de cible ou fait semblant d'avoir gagné une étape. Elle déforme les choses, les mettant à en sa faveur.

Les acteurs politiques togolais de l'opposition se réunissent avec le pouvoir pour parler des réformes, du cadre électoral, du découpage des circonscriptions,...etc. Après cela, que feront-ils ? Sans nul doute qu'ils trouveront un autre jeu d'adultes pour s'amuser davantage.

La rédaction

Début de la grande saison des pluies :

Accompagnons les autorités dans l'assainissement des villes

La grande saison des pluies commence à peine mais on enregistre déjà des victimes des intempéries dans certains quartiers de la capitale. Lomé est une vieille ville qui n'a pas bénéficié d'un plan de construction adéquat.

En effet, la capitale togolaise n'est pas construite selon un plan d'urbanisation solide mais plutôt de façon anarchique. Nos ancêtres se donnaient des parcelles de terrain et ils érigeaient des maisons suivant seulement des plans des topographes. Ils ne consultaient pas les services du cadastre et de l'urbanisation pour se faire une idée du terrain.

C'est ainsi que des maisons sont construites dans des zones marécageuses, au beau milieu des rues, ou dans des endroits réservés aux infrastructures sociales de l'Etat. En plus de cela, des individus malhonnêtes ont vendu des terrains situés dans des zones inondables à des clients naïfs. Lors des pluies, ces régions inondables sont les premières touchées. Très vite, elles sont affectées et les habitants doivent fuir ou vivre dans l'insalubrité.

Un autre phénomène vient compliquer davantage cette situation de précarité. Le président Faure Gnassingbé a initié une politique de reconstruction des infrastructures routières et depuis, des travaux sont entrepris pour refaire nos routes. A Lomé comme à l'intérieur du pays, on développe les infrastructures routières.

La prudence conseille aux autorités de faire faire des caniveaux de chaque côté des routes.

Les entreprises qui ont à charge la construction des voies s'exécutent et presque toutes nos nouvelles routes ont des caniveaux. Paradoxalement, par la bêtise humaine, les riverains ne prennent pas soin des ouvrages. Au contraire, ils jettent des ordures, de l'eau usée et tout ce qui leur passe sous la main dans les caniveaux. Très tôt, ces canalisations sont bouchées et n'opèrent plus. Dès qu'il pleut, les eaux de ruissellement, ne trouvant pas d'espace pour circuler, débordent et envahissent les maisons.

Afin de nous préserver de ces catastrophes naturelles, il nous faut adopter des attitudes responsables et vérifier la situation des terrains avant de les acquérir. Lorsque nous empêchons les eaux de ruissellement de passer par le passage qui est le leur, nous provoquons son débordement et lui permettons d'entrer dans les maisons.

Par notre seule irresponsabilité, nous causons notre propre perte mais aussi des préjudices aux autres habitants.

Lorsque nous cherchons un terrain à acheter, il nous faut de la

prudence. Il faut vérifier si le terrain n'a pas de problèmes ou qu'il ne fait pas l'objet de double-vente par hasard, vérifier auprès des services compétents sa situation géo anthropologique et s'assurer que l'on est pas en train de jeter de l'argent par la fenêtre.

Il est important que nous aidions l'Etat à nous aider. Prenons soin des infrastructures et édifices publics. Entretienons convenablement les caniveaux qui passent devant nos maisons et tenons-les toujours propres. Il en va de notre intérêt.

Atelier de restitution à l'endroit des donateurs :

L'ASN remercie ses partenaires

Après la concrétisation du projet " Noël solidaire pour les orphelins et enfants démunis ", l'agence de solidarité nationale a organisé, à travers le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, un atelier de restitution à l'endroit de ces donateurs. Tenue à l'hôtel Cifex le lundi 12 Mai dernier, cette rencontre avait pour objectif de présenter aux partenaires et aux journalistes, non seulement la gestion des ressources qui ont été mobilisées dans le cadre de ce projet, mais aussi de voir comment procéder pour réaliser ensemble dans les mois à venir d'autres projets.

Réunis dans ce même hôtel le 22 novembre 2013, partenaires



et personnel de l'agence de solidarité nationale ont eu à partager les tristes réalités que vivent les personnes vulnérables en général, le cas des enfants orphelins et démunis en particulier. Malgré les immenses efforts que le gouvernement déploie

pour pouvoir sortir ces groupes vulnérables de leur état, force est de constater que beaucoup de défis restent encore à relever. C'était pour cette raison que ces différents donateurs ont bien voulu accompagner le département pour la mise en œuvre de ce

Suite à la page 6

Nouvelle opinion

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvéé prolongé,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

TCHAGNAO Arimiyao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
Ben Ali
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Enlèvement de plus de 200 jeunes lycéennes au Nigéria :

La Convention des Femmes pour UNIR implore l'aide de Dieu

Une messe d'action de grâce a été célébrée samedi 17 mai dernier à la paroisse Saints-martyrs de l'Uganda de Tokoin Séminaire. C'était à la demande de la Convention des Femmes pour UNIR (CFU) qui entend par cette messe implorer la protection divine sur les jeunes filles Nigériennes kidnappées par Boko Haram depuis quelques semaines. Une messe au cours de laquelle des voix ont été élevées vers le Seigneur lui demandant d'agir en vue d'une libération de ces jeunes filles.



Les jeunes lycéennes enlevées par Boko Haram

Pour la circonstance, l'évangile a été tiré du livre de Saint Jean, apôtre, chapitre 14 du 7ème au 14ème verset. " ... et tous ce que vous demanderez en mon nom, je le ferai, afin que le Père soit glorifié dans le Fils. Si vous deman-

dez quelque chose en mon nom, je le ferai ". Voilà l'essentiel que l'on peut en retenir et qui a fait l'objet de commentaire.

Le révérend Père Robert KPO-MADA a, au cours de son prêche, souligné qu'il y a quelques jours

une jeune femme a d'être condamnée à la peine capitale au Soudan du Sud pour avoir choisi pour conjoint un chrétien. Le Père Robert a déploré le fait que certains individus maltraitent leurs voisins au nom de Dieu, que cer-

tains posent des actes ignobles au nom de la religion. Il a aussi souligné que la foi n'est pas une idéologie et que lorsque la foi devient une idéologie l'on tombe dans le fanatisme. Le prêtre a poursuivi son commentaire en soulignant que l'on assiste à une injustice au Nigéria avec ces drames et autres actes inhumains " la vocation d'une femme est une vocation de complémentarité " a-t-il ajouté.

Madame Raymonde Kayi Lawson de Souza, présidente de la Convention des Femmes pour Unir a remercié Dieu pour avoir permis de se réunir et lui rendre grâce. Pour elle il était question de demander au Seigneur d'agir en vue d'une libération sans condition de ces jeunes filles séquestrées par Boko Haram et

prier que nos enfants ne soient plus à l'avenir sujets de ces actes. Le pontife de la communauté nigérienne au Togo a, lui, remercié tous ceux qui ont pris part à cette messe et tous ceux qui partagent ces moments difficiles avec le peuple nigérien. Il a également salué la communauté internationale pour sa mobilisation dans cette affaire d'enlèvement de filles par la secte islamiste Boko Haram.

Les participants à cette messe d'action de grâce étaient en majorité des jeunes filles et des femmes. Elles avaient toutes un morceau de tissu rouge au poignet et portaient des drapelets sur lesquels on pouvait lire " bring back our girls ", " rendez-nous nos filles ".

POULI

La Guinée-Bissau a voté pour la stabilité politique

Les Bissau-Guinéens se rendaient aux urnes dimanche pour le second tour de l'élection présidentielle dans l'espoir de ramener la stabilité dans ce pays au passé politique tumultueux, deux ans après l'énième coup d'Etat de son histoire.

A Bissau comme dans d'autres villes de l'intérieur du pays, de nombreux électeurs étaient déjà présents devant des écoles transformées en bureaux de vote, et les opérations électorales ont commencé comme prévu à 07H00 (locales et GMT), selon un journaliste de l'AFP, des médias locaux et des habitants joints par l'AFP à Gabu (extrême est).

Les bureaux de vote - plus de 3.000 à travers le pays - doivent fermer à 18H00.

Près de 800.000 électeurs de Guinée-Bissau sont appelés à choisir entre José Mario Vaz dit "Jomav", 57 ans, du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC, première formation du pays), et Nuno Gomes Nabiam, 51 ans, sans étiquette mais notoirement soutenu par le Parti de la rénovation sociale (PRS, deuxième formation du pays) et des chefs de l'armée.

M. Vaz, ancien ministre des Finances, est réputé bon gestionnaire. M. Nabiam, ingénieur formé en Russie et ayant vécu 17 ans aux Etats-Unis, est depuis 2012 le directeur national de l'aviation civile.

Le scrutin doit permettre de ramener la stabilité en Guinée-Bissau deux ans après un coup d'Etat militaire qui, le 12 avril 2012, a renversé le régime du PAIGC entre deux tours d'une présidentielle interrompue de facto.

A Bissau, Queba Sanha, quadragénaire, était dimanche devant son bureau de vote depuis 05H00. "C'est important, de voter", a-t-il dit après avoir glissé son bulletin dans l'urne dans le quartier populaire de Koupeuloum de Cima (près du centre-ville).

A Gabu, Nhima Seydi, commerçante de 42 ans, a aussi pu voter dès l'ouverture de son bureau dans le quartier de Néma.

"Pour moi, cette élection est beaucoup plus importante que les autres, parce qu'elle doit mettre fin à deux ans de souffrances, aussi bien pour les fonctionnaires que nous, les commerçants. (...) Ces deux ans ont été difficiles", a affirmé Mme Seydi, en référence aux deux ans de transition ouverte après le putsch.

José Mario Vaz et Nuno Nabiam sont tous deux arrivés en tête au premier tour le 13 avril (M. Vaz avec 40,89% des voix devant M. Nabiam qui a eu 24,79%). Ce premier tour, été organisé en même temps que des législatives, s'est déroulé sans incidents et a été marqué par un taux de participation record de 89,29%.



José Mario Vaz (deuxième à droite), le candidat à la présidentielle

"Grande inconnue" du scrutin: la réaction de l'armée

Depuis l'annonce du calendrier électoral, des appels à un vote calme et au respect du verdict des urnes ont été régulièrement lancés, dans le pays comme à l'étranger, tant reste forte la peur d'un nouveau dérapage.

C'est que la Guinée-Bissau, ex-colonie portugaise de 1,6 million d'habitants, ne compte plus les coups d'Etat depuis son indépendance en 1974: rares sont les dirigeants ayant pu finir leur mandat sans être renversés ou assassinés.

Cette instabilité politique et la pauvreté ont facilité l'implantation de trafiquants de drogue avec la complicité présumée de hauts responsables de l'armée.

Selon le chef du bureau de l'ONU à Bissau, José Ramos Horta, l'armée a promis d'accepter les résultats du scrutin de dimanche. Fin avril, les deux candidats avaient déjà pris le même engagement en public à Bissau.

Pour Bamba Koté, analyste

politique bissau-guinéen, "la grande inconnue" du scrutin, "c'est "le rôle de l'armée, si on tient compte du fait qu'elle est intervenue en 2012 pour interrompre le processus" électoral.

Le putsch a été dirigé par l'actuel chef de l'armée, le général Antonio Indjai. De notoriété publique à Bissau, Nuno Gomes Nabiam est apprécié de lui mais l'entourage du candidat et la hiérarchie militaire réfutent tout soutien de l'armée à M. Nabiam.

A leurs meetings de fin de campagne vendredi, les deux candidats ont exhorté au rassemblement, M. Vaz estimant que le nouveau président aura la

"grande responsabilité (...) de mettre un pays exsangue sur les rails".

Plus des deux tiers des habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté et les fonctionnaires peuvent rester plusieurs mois sans être payés.

Plusieurs organisations nationales et internationales, dont la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays) et l'Union africaine (UA), ont déployé des observateurs pour superviser le scrutin.

La sécurité est assurée par plus de 4.000 membres des forces bissau-guinéennes et de la Cédéao, que des experts militaires de l'ONU sont également sur le terrain, a-t-on indiqué à Bissau de source officielle.

Le Code électoral prévoit la proclamation des résultats dans les cinq jours qui suivent le scrutin.

"Nous ferons en sorte que les résultats provisoires soient publiés le plus tôt possible", a assuré samedi le président de la commission électorale, Augusto Mendes.

Tv5 Monde

**Lisez chaque Lundi
votre journal
Nouvelle Opinion
Pour toute publicité,
contactez
le 91 36 37 55**

90 jours de folie à Togocel :

Le leader de la téléphonie mobile continue de faire des heureux gagnants

Des millions d'abonnés se sont jetés dans la danse et cela continue toujours. Après les 4ème et 5ème tirages, le leader de la téléphonie mobile Togo cellulaire a encore effectué le vendredi 15 Mai dernier le sixième tirage du jeu "90 jours de folie". Comme d'habitude, le tirage a été effectué à la salle de conférence Eyadema de la SAZOF et 50 lots ont été enlevés par de fidèles abonnés.

Déjà, 300 lots sur les 600 mis en jeu ont été raflés. Preuve que beaucoup d'abonnés prépayés continuent de faire confiance à Togo cellulaire qui n'a jamais cessé d'être à leur côté. Ce jeu qui s'étend sur trois mois et prendra fin le 28 Juin prochain. Il n'est



qu'à mi-chemin mais il connaîtra sans doute, au cours du prochain tirage, le gagnant de la première superbe voiture Citroën C Ellysée d'une valeur de 11 millions de FCFA. Ce sixième tirage a été couplé de la remise des lots des quatriè-

me et cinquième tirages. Pour les heureux gagnants, à l'instar de Mr AIDAM qui a décroché une carte visa de 100000FCFA, c'est une surprise pour eux de gagner ces prix, mais d'ores et déjà ils remercient tout le staff de Togo cellulaire. L'un des plus heureux, Mr GBOZO Mensah, gagnant de la moto a été très ému car il prenait juste une recharge journalière. Pour ceux qui continuent par hésiter, il les a invités à toujours tenter leur chance et que pour sa part, il pense encore recharger plus pour arriver à enlever le super gros lot qui est la voiture Citroën C Ellysée. En rappel, le jeu "90 jours de folie à Togocel" est un jeu d'incitation au rechargement permet-

tant aux clients prépayés de cumuler des points et de gagner des lots en fonction de leur niveau de rechargement, sur la base d'un objectif assigné à chacun d'entre eux. Avec le jeu "90 jours de folie à Togocel, tous les clients de tous profils confondus ont la possibilité de gagner différents lots chaque semaine" avait expliqué Ago Bazza, Directeur Commercial et Marketing de cette société. Togo Cellulaire fera ainsi plus de six cents heureux gagnants à raison de 50 par tirage. Pour assurer la crédibilité de ce jeu, Togo cellulaire a fait appel à un huissier de justice qui a certifié la fiabilité du dispositif de tirage. **Junior**

MALI : Le Premier ministre à Kidal, fief des rebelles touareg

Le Premier ministre malien Moussa Mara est arrivé samedi à Kidal, ville du nord du pays et fief des rebelles touareg, une arrivée retardée par des échanges de tirs entre rebelles et armée, a-t-on appris de source onusienne.

Cette étape très attendue s'inscrit dans le cadre de sa première visite dans le Nord, toujours instable, depuis sa prise de fonction en avril. "Un hélicoptère de la Minusma

(Mission de l'ONU au Mali) appuyé par un autre appareil de l'opération (française) Serval ont permis au Premier ministre malien d'arriver à Kidal", a déclaré à l'AFP un responsable onusien à Kidal. "L'avion du Premier ministre n'a pas atterri à l'aéroport de Kidal mais dans le camp militaire tenu par la Minusma", a précisé la même source.

Accueilli par le gouverneur de la région de Kidal, M. Mara

devait se rendre au camp militaire tenu par l'armée malienne, avant de repartir. "Le Premier ministre est arrivé à Kidal. Je confirme. Je suis actuellement avec lui. Nous allons voir les militaires maliens dans un autre camp", a déclaré un membre de la délégation du Premier ministre. Des échanges de tirs entre armée malienne et rebelles touareg avaient eu lieu plus tôt à Kidal, obligeant le chef du gou-



Une patrouille de l'armée régulière du Mali

Atelier de restitution à l'endroit des donateurs : L'ASN remercie ses partenaires

Suite de la page 4 projet. Ensemble, ils ont dégagés des voies et moyens, pour pouvoir mobiliser des ressources de toutes natures qui permettront de redonner sourire et joie à ces enfants vulnérables pendant les fêtes de fin d'année. En effet c'est dans le souci de renforcer ce cadre de partenariat que l'agence à bien voulu présenter ce rapport afin qu'ensemble ils puissent promouvoir d'autres actions de solidarité en faveur des couches sociales vulnérables que constituent les orphelins et autres enfants issus de ménages pauvres.



Des enfants démunis, heureux grâce à l'ASN

Rappelons qu'après une présentation succincte du rapport dudit projet par Mr TINDJO Djagri, chef division prospection, mobilisation des ressources et suivi des œuvres de solidarité, l'agence par la voix de sa direc-

trice Mme Ali Bossa n'a pas manqué de témoigner toute sa gratitude à l'ensemble des différents partenaires et profiter de la même occasion pour présenter d'autres perspectives d'avenir aux donateurs. En ligne de mire, 2014, année dans laquelle l'agence entend poursuivre cette action, non seulement à l'endroit des orphelins

mais aussi à toutes les couches vulnérables, ceci dans le souci de contribuer au développement inclusif que prône le chef de l'Etat son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé. Au passage il est à noter que cette rencontre a été sanctionnée par la remise de certificat de remerciement aux différents donateurs. **Agbé**

vernement à retarder sa venue et à atterrir à Gao, la grande ville du Nord. Selon le collaborateur de Moussa Mara, "on entend toujours des coups de feu dans la ville de Kidal, mais de faible intensité". Dans un communiqué, la Minusma a condamné "fermement les actes de violence à Kidal", qui ont fait "19 blessés légers" parmi ses policiers sur place, et "sept parmi les manifestants". La mission onusienne "appelle les parties concernées à assurer une cessation immédiate des actes de violence et le retour au calme" et à engager "des discussions constructives afin de faire

progresser le processus de réconciliation". En novembre 2013, le précédent Premier ministre Oumar Tatam Ly avait été contraint d'annuler une visite à Kidal après l'intrusion de manifestants hostiles sur l'aéroport de ce chef-lieu de région. Moussa Mara a entamé vendredi sa tournée dans le Nord par Tombouctou. Bien que les islamistes aient été chassés et largement affaiblis, l'Etat malien n'a jamais repris véritablement le contrôle de Kidal et de sa région, située à 1.500 km au nord-est de la capitale Bamako, où les Touareg, jadis alliés aux jihadistes, sont en force.

Lisez chaque Lundi votre journal
Nouvelle Opinion
Pour toute publicité,
contactez le 91 36 37 55

Sommet de l'Elysée sur le Nigéria :

Cinq pays d'Afrique déclarent la guerre à Boko Haram

Plus de 200 lycéennes enlevées le mois dernier, au moins 125 personnes massacrées dans la région de Gaboru Ngala le 5 mai, attaque contre un camp de travailleurs chinois la nuit dernière... La liste des violences perpétrées par Boko Haram est longue et la communauté internationale se mobilise. Ce samedi 17 mai, Paris accueille un mini-sommet africain pour établir une stratégie coordonnée contre le groupe islamiste. En fin d'après-midi, le président François Hollande a accordé une interview à nos journalistes.

Apparu en 2002 dans le nord-est défavorisé du Nigeria, Boko Haram s'est radicalisé à partir de 2009. Aujourd'hui, le groupe menace de plus en plus les voisins du géant anglophone d'Afrique de l'Ouest. Avec le mini-sommet africain de ce samedi 17 mai, Paris tente d'aider son nouvel allié en coordonnant la lutte anti-terroriste au niveau régional. Car depuis l'arrivée au pouvoir du président François Hollande, très investi sur le continent africain, les relations entre Paris et Abuja n'ont jamais été aussi bonnes.

Un sommet sous pression

Le 14 avril dernier, l'enlèvement massif de 223 lycéennes à Chibok, dans l'Etat de Borno (nord-est du Nigeria), et les vidéos terrifiantes du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, menaçant de marier de force les jeunes femmes ou d'en faire des esclaves, ont suscité un mouvement d'indignation mondiale et braqué les projecteurs sur une violence jusqu'alors peu médiatisée.

Cette nuit, un Chinois a été tué et dix autres "ont probablement été kidnappés" dans une attaque contre un camp de travailleurs du secteur routier perpétrée dans l'extrême-nord du Cameroun. Une attaque attribuée par la police camerounaise aux islamistes nigériens. "Les Boko Haram étaient lourdement armés. Ils sont venus avec cinq véhicules", a affirmé un responsable administratif de Waza, à proximité du site. Cette nouvelle opération attribuée au groupe islamiste accroît encore un peu plus la pression sur le sommet de Paris au moment où la stratégie du président nigérian Goodluck Jonathan pour le combattre est de plus en plus contestée.

Violence d'un groupe islamiste armé dont les attaques sanglantes ont fait des milliers de morts, mais aussi violence de l'armée nigérienne et incurie gouverne-



Les chefs d'Etat Africains face à leur homologue français

mentale, pointées du doigt par les plus proches alliés du Nigeria, Américains en tête. Washington, qui a classé en novembre 2013 Boko Haram sur la liste des "organisations terroristes étrangères", et qui a mobilisé hommes et équipements pour aider à retrouver les lycéennes, a fustigé jeudi "la lenteur tragique et inacceptable" de la réponse du gou-

vernement nigérian face à la crise.

De fait, le président Goodluck Jonathan ne s'est ému du sort des jeunes filles que plus de 15 jours après leur enlèvement. Et la veille de sa venue à Paris, s'exposant à de nouvelles critiques internationales, il a annulé une visite annoncée à Chibok, où ont été enlevées les lycéennes.

Lutte contre le terrorisme religieux :

François Hollande appelle à un "plan global" contre Boko Haram

"Boko Haram est devenu une menace majeure pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et maintenant pour l'Afrique centrale", a souligné le président.

Le président français François Hollande a appelé samedi les dirigeants ouest-africains réunis à Paris à établir "un plan global" contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram, qu'il a qualifié de "menace majeure" en Afrique de l'Ouest et Afrique centrale.

Cet appel intervient quelques heures après une nouvelle attaque contre un camp de travailleurs chinois dans l'extrême-nord du Cameroun (frontalier du Nigeria), attribuée au groupe islamiste, au cours de laquelle un Chinois a été tué et dix autres probablement kidnappés.

"Boko Haram est devenu une menace majeure pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et maintenant pour l'Afrique centrale", a souligné François Hollande au cours d'un sommet réunissant à Paris les chefs d'Etat nigérian, tchadien, camerounais, nigérien, béninois, ainsi que des représentants des États-Unis, de la Grande Bretagne et de l'UE.

Boko Haram "doit être vaincu par les pays de la région"

"Les liens (de Boko Haram) avec Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique) et d'autres organisations terroristes ont été établis", a affirmé le président français, dont les propos étaient



Le président français, François Hollande

rapportés par l'Élysée, en appelant à la mise en oeuvre d'un "plan global visant à échanger les informations, coordonner les actions, contrôler les frontières et agir de façon appropriée".

Boko Haram "doit être vaincu par les pays de la région avec notre soutien", avait déclaré avant l'ouverture du sommet le chef de la diplomatie britannique William Hague. Le sommet de Paris se tient un peu plus d'un mois après l'enlèvement de plus de 200 lycéennes à Chibok, dans le nord-est du Nigeria, par Boko Haram, une secte islamiste apparue en 2002 au Nigeria et qui s'est peu à peu transformée en groupe armé dont les attaques sanglantes ont fait des milliers de morts depuis 2009.

Le groupe menace de plus en plus les voisins du géant anglophone d'Afrique de l'Ouest. L'enlèvement massif le 14 avril dernier des 223 lycéennes à Chibok, dans l'Etat de Borno, et

Contre-terrorisme au niveau régional

S'il n'est pas question d'une intervention militaire occidentale contre Boko Haram, assure l'Élysée, la France se prévaut d'une réelle expertise pour impulser la lutte anti-terroriste dans la région. Elle intervient militairement au Mali et en Centrafrique, dispose de troupes au Tchad et au Niger et a plusieurs ressortissants otages dans la région. La France a également des avions de combat Rafale à N'Djamena, à même d'effectuer des missions de reconnaissance, et deux drones au Niger.

Au plan régional, Paris attend que les pays concernés élaborent un plan de mesures communes, comme le partage de renseignements, ainsi qu'un soutien des partenaires occidentaux, explique

une source diplomatique.

A cet égard, le début d'une coopération entre le Nigeria et le Cameroun, l'un des pays les plus menacés par Boko Haram, comme en témoigne l'attaque de la nuit contre le camp de travailleurs chinois, est très attendu. Les deux voisins, longtemps brouillés au sujet d'un différend territorial, amorcent une timide normalisation de leurs relations.

Le sommet de Paris intervient alors que Paris est en train de réorganiser son dispositif militaire en Afrique, "pour une conception régionale du contre-terrorisme", selon le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. Il devrait détailler prochainement le dispositif mobilisant 3 000 soldats français dans la bande sahélo-saharienne

TV5 Monde

les vidéos terrifiantes du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, menaçant de marier de force les jeunes femmes ou d'en faire des esclaves, ont suscité un mouvement d'indignation mondiale et braqué les projecteurs sur une violence jusqu'alors peu médiatisée.

Violence d'un groupe islamiste armé attaquant de manière indiscriminée militaires et civils, mais aussi violence de l'armée nigérienne et incurie gouvernementale, pointées du doigt par les plus proches alliés du Nigeria, Américains en tête.

Contre-terrorisme au niveau régional

Washington, qui a classé en novembre 2013 Boko Haram sur la liste des "organisations terroristes étrangères", et qui a mobilisé hommes et équipements pour aider à retrouver les lycéennes, a fustigé jeudi "la lenteur tragique et inacceptable" de la réponse du gouvernement nigérian face à la crise.

"Il est très important que le Nigeria prenne ses responsabilités plus sérieusement", a aussi insisté William Hague avant l'ouverture du sommet. De fait, le président Goodluck Jonathan ne s'est ému du sort des jeunes filles que plus de 15 jours après leur

enlèvement. Et la veille de sa venue à Paris, s'exposant à de nouvelles critiques internationales, il a annulé une visite annoncée à Chibok.

Paris, de son côté, n'a pas formulé publiquement de critiques à l'encontre de son nouvel allié anglophone, première puissance économique du continent. Les diplomates soulignent l'"excellence" des relations entre Paris et Abuja depuis l'arrivée du président François Hollande, très investi sur le continent africain.

S'il n'est pas question d'une intervention militaire occidentale contre Boko Haram, répète l'Élysée, la France, qui intervient militairement au Mali et en Centrafrique, dispose de troupes au Tchad et au Niger et dont plusieurs ressortissants ont été pris en otage dans la région, se prévaut d'une réelle expertise pour impulser cette lutte. Ce sommet est intervenu alors que Paris est en train de réorganiser son dispositif militaire en Afrique, "pour une conception régionale du contre-terrorisme", selon le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

Le début d'une coopération entre le Nigeria et le Cameroun, l'un des pays les plus menacés par Boko Haram, comme en témoigne l'attaque de la nuit, est à cet égard très attendu. Les deux voisins, longtemps brouillés au sujet d'un différend territorial, ont amorcé une timide normalisation de leurs relations.

Le Point.fr

TOGO CELLULAIRE

DU NOUVEAU!!

218
recharge moi

*218*code_recharge*numero_beneficiaire#

***218* Qu'est-ce que c'est ?**

C'est un service qui vous permet de recharger à partir de votre numéro postpaid ou prepaid, le compte prepaid d'une autre personne en utilisant une carte de recharge physique.

Comment ça marche ?

composez *218*code_recharge*numéro_bénéficiaire# et lancer l'appel. Le bénéficiaire reçoit deux notifications SMS lui indiquant le numéro de l'initiateur, le solde de son compte ainsi que le nouveau délai de validité.

L'initiateur reçoit en retour une notification lui confirmant que le bénéficiaire a bien reçu la recharge.

Avantage : Service gratuit!!!

pas de frais pour l'initiateur ni pour le bénéficiaire du rechargement



LE LEADER

service client:888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certification ISO 9001 : 2008

